



Extrait du Presse-toi à gauche !

<http://www.pressegauche.org/Cote-d-Ivoire-5e-Sommet-Union-africaine-Union-europeenne-tout-le-monde-degage>

Côte d'Ivoire : 5e Sommet Union africaine - Union européenne : tout le monde dégage !



Date de mise en ligne : lundi 4 décembre 2017

Copyright © Presse-toi à gauche ! - Tous droits réservés

Alors qu'Abidjan (Côte d'Ivoire) s'apprête à recevoir les dirigeants de l'Union africaine et de l'Union européenne à l'occasion du sommet se tenant les 29 et 30 novembre 2017, le CADTM dénonce la répression policière et le déni des droits fondamentaux à laquelle ont été sujets les participant-e-s au Forum citoyen Afrique Europe organisé par la CSCI (Convention de la société civile ivoirienne) ce mercredi 28 novembre.

Tiré du site du [CADTM](#).

Organisations de la société civile, mouvements sociaux et syndicats africains et européens se sont réunis du 26 au 28 novembre 2017 à Treichville dans le cadre du Forum citoyen Afrique-Europe à l'initiative de la CSCI.

Organisé en marge du 5e sommet des Chefs d'État de l'Union africaine et de l'Union européenne, ce forum autorisé qui s'était tenu jusque-là sans incident, a vu les forces de l'ordre débarquer tôt dans la matinée du 28 novembre pour disperser avec force les participant-e-s et interdire la conférence de presse clôturant cet événement.

Drôle de message envoyé par les autorités ivoiriennes et Alassane Ouattara - chef d'État à la solde des puissances impérialistes et symbole d'une Françafrique toujours vivace - à destination des peuples africains. Ces chefs d'État prônant régulièrement « démocratie », « bonne gouvernance » et « droits de l'homme » - trois des priorités à l'ordre du jour de ce 5e sommet ayant pour thème « Investir dans la jeunesse pour un avenir durable » - interviennent dès que l'occasion se présente pour enterrer les revendications légitimes et bafouer les droits fondamentaux des populations.

Loin des salons feutrés, c'est pourtant au sein du Forum citoyen Afrique-Europe que les vrais enjeux étaient traités : absence quasi-totale de la protection sociale pour les populations africaines, accaparement des terres et des ressources naturelles dont le continent est la principale victime, destruction de l'agriculture familiale et de l'environnement au profit de l'agrobusiness, imposition d'accords commerciaux ne profitant qu'aux intérêts des dominants à l'image des APE (Accords de partenariat économique), dénonciation du processus de ré-endettement au profit des banques locales et internationales. Loin des concepts creux évoqués à quelques kilomètres de là, les mouvements sociaux africains dressaient depuis deux jours, la liste des responsabilités de ces maux : politiques néolibérales menées par ces soi-disant représentants et plans d'ajustement structurel imposés par les institutions financières internationales au nom du remboursement de dettes illégitimes.

Alors que ce 5e sommet a de fortes chances d'accélérer le détournement de l'aide au développement dans des politiques sécuritaires visant à annihiler les flux migratoires subsaharo-européens, en totale contradiction avec la liberté du droit de circulation, le CADTM dénonce :

- ▶ la répression systématique à laquelle font face les populations africaines dès lors qu'elles expriment leurs revendications ;
- ▶ le déni des droits les plus fondamentaux tels que la liberté d'expression et le droit de réunion ;
- ▶ la tenue de ces sommets totalement sourds aux revendications des populations mais qui devront en assumer le coût ;

- ▶ le remboursement des dettes illégitimes héritées de décennies de spoliation et d'exploitation des ressources naturelles et humaines, et supporté par les populations africaines.